



<p>ACHATS CENTRAUX HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET TECHNOLOGIQUES Hôpital Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre Tél : 01 53 14 69 00 Fax: 01 53 14 69 99</p>	<p><b>CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES</b></p> <p><b>Consultation N°26.050</b></p>
---	--

Procédure : marché passé en procédure adaptée

Objet : Mise à disposition d'une solution de base de données et de recherche juridique en ligne multi-utilisateurs dans le cadre des missions de la Direction des affaires juridiques (DAJ) de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)

Pour une période de 12 mois ferme et reconductible une fois pour une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la fin du marché.

Ce document comprend 19 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 1 sur 19

# SOMMAIRE

<b>1. Dispositions Générales .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet.....	4
1.2 Lieu d'exécution des prestations.....	4
<b>2. Organisation de l'achat.....</b>	<b>4</b>
2.1 Forme du marché .....	4
2.2 Allotissement - fractionnement.....	4
2.3 Durée .....	4
<b>3. Dispositions financières .....</b>	<b>4</b>
3.1 Forme des prix.....	4
3.2 Prix définitif .....	4
<b>4. Documents contractuels .....</b>	<b>5</b>
<b>5. Conditions de passation des bons de commande .....</b>	<b>5</b>
5.1 Commandes.....	5
<b>6. Propriété intellectuelle.....</b>	<b>5</b>
<b>7. Prestations attendues .....</b>	<b>6</b>
7.1 Composantes des prestations.....	6
7.2 Formation.....	7
7.3 Service client – Assistance technique.....	7
7.4 Délais – Réclamations et suivi.....	7
7.5 Hébergeur des données .....	7
<b>8. Modalités d'exécution .....</b>	<b>8</b>
8.1 Suivi des prestations et interlocuteurs .....	8
8.2 Conditions d'accès au service .....	8
8.3 Concession d'utilisation .....	8
<b>9. Contrôle – suivi du marché .....</b>	<b>10</b>
9.1 Contrôle.....	10
9.2 Suivi du marché .....	10
<b>10. Modification du marché public .....</b>	<b>11</b>
10.1 Clause de réexamen.....	11
10.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire .....	11

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 2 sur 19

10.3	Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	11
<b>11.</b>	<b>Obligations du prestataire .....</b>	<b>12</b>
11.1	Données statistiques.....	12
11.2	Certificats .....	12
11.3	Secret professionnel et confidentialité .....	12
11.4	Respect des dispositions du RGPD .....	15
11.5	Vente à des tiers .....	15
<b>12.</b>	<b>Facturation – Paiement .....</b>	<b>15</b>
12.1	Facturation .....	15
12.2	Paieement .....	16
12.3	Avances.....	16
<b>13.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>16</b>
<b>14.</b>	<b>Nantissement et garantie .....</b>	<b>17</b>
<b>15.</b>	<b>Retenue de garantie.....</b>	<b>17</b>
<b>16.</b>	<b>Pénalités – Résiliation .....</b>	<b>17</b>
16.1	Pénalités .....	17
16.2	Résiliation .....	17
<b>17.</b>	<b>Litiges .....</b>	<b>18</b>
<b>18.</b>	<b>Dérogations.....</b>	<b>18</b>

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 3 sur 19

# 1. Dispositions Générales

## 1.1 Objet

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'une solution de base de données et de recherche juridique en ligne multi-utilisateurs dans le cadre des missions de la Direction des affaires juridiques (DAJ.) de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris

## 1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) dans le(s) lieu(x) suivant(s) : les locaux du Titulaire.

# 2. Organisation de l'achat

## 2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

## 2.2 Allotissement - fractionnement

Les prestations sont réparties en un lot unique.

Montant minimum HT sur la durée totale du marché	Montant maximum HT sur la durée totale du marché
Pas de montant minimum €	220 990 €

## 2.3 Durée

L'accord cadre issu de la consultation est conclu pour une période d'exécution d'une durée de 12 mois ferme reconductible une fois pour une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Il sera éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la fin du marché.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutoires.

# 3. Dispositions financières

## 3.1 Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaire pour l'ensemble des prestations listées au présent cahier des clauses particulières.

Le Titulaire s'engage sur le montant maximum défini ci-dessus sur la durée totale du marché.

## 3.2 Prix définitif

Le montant du marché recouvre l'intégralité des prestations listées au présent CCP ainsi que dans le Dossier technique du Titulaire.

Le montant du marché inclut notamment :

- Tous les frais de quelque nature que ce soit (notamment les frais de recherche et de documentation, d'édition et de reproduction pour tout support) et coûts supportés par le Titulaire (administratifs, assurances, marges, charges fiscales ou autres frappant les prestations, etc.) dans le cadre de la mise en œuvre des prestations attendues ;

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 4 sur 19

- L'accès à la plateforme / module dans les conditions exigées au présent document ;
- Le coût des formations (préparation, documentation, attestations, déplacement sur site le cas échéant, etc.).

Par ailleurs le Titulaire, en tant que professionnel averti tient compte dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles et susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire. Aucun coût ou surcoût ne peut être facturé au Pouvoir adjudicateur.

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

## 4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques, notamment le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021 ;
- L'offre du candidat.

## 5. Conditions de passation des bons de commande

### 5.1 Commandes

Elles seront établies par la DAJ par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché pour une durée maximale de 3 mois.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

## 6. Propriété intellectuelle

Le Titulaire déclare détenir sur le service en ligne et la documentation technique afférente la totalité des droits prévus par le Code de la Propriété Intellectuelle (CPI).

L'AP-HP a accès à un droit d'utilisation par concession aux outils (base de données et module IA) du Titulaire.

Cette concession n'entraîne aucun transfert de propriété pour les parties. L'AP-HP s'interdit, sous réserve des dispositions du CPI, de :

- Décompiler ou désassembler, tenter de décompiler ou désassembler, de traduire le contenu du service en ligne ;
- Copier tout ou partie des contenus du service en ligne ;
- Enlever ou tenter d'enlever des mentions Copyright pouvant apparaître.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 5 sur 19

## 7. Prestations attendues

### 7.1 Composantes des prestations

Les prestations sont découpées en deux tranches : une ferme et une optionnelle.

**La tranche ferme** : un droit d'utilisation incessible (sous forme d'abonnement) à un service en ligne permettant l'accès à un contenu portant sur les domaines du droit suivant :

- Droit public avec :
  - Affaires et social ;
  - Immobilier ;
  - Urbanisme ;
  - Environnement.

Le contenu de ce service en ligne doit permettre l'accès aux documents / sources suivantes :

- Actualités (revues, synthèses) ;
- Sources officielles ;
  - Journal officiel
  - Réponses ministérielles
  - Autorités administratives indépendantes
  - Bulletins officiels
  - BOFiP
- Jurisprudences ;
- Articles de doctrine ;
- Encyclopédies ;
- Codes.

**La tranche optionnelle** : droit d'utilisation incessible (sous forme d'abonnement) à un module d'intelligence artificielle.

Cette prestation doit permettre de :

- Simplifier le traitement documentaire ;
- Réaliser des recherches juridiques conversationnelles ;
- Aider à la rédaction ;
- De faire des résumés et analyses de documents avec références juridiques liées ;
- De faire/proposer des réponses fondées sur des contenus juridiques fiables.

L'ensemble des prestations concerne un droit d'utilisation de 60 codes d'accès et pour environ 30 juristes.

Les accès sont réputés nominatifs, personnels et incessibles. Un identifiant et un mot de passe sont transmis à chaque utilisateur.

Les accès sont simultanés et illimités cela signifie que chaque accès est illimité en ce qui concerne le temps de connexion, pour un nombre illimité de recherches et de documents consultés et qu'une connexion de plusieurs agents simultanément est possible sans interruption et déconnexion.

L'accès simultané illimité permet l'utilisation de l'intégralité des fonctionnalités offertes par la plateforme.

Toute modification concernant l'accès au service en ligne nécessitera la conclusion d'un avenant.

La « liste des utilisateurs » est transmise au Titulaire en format Excel afin de recueillir les noms, prénoms et adresses-mails de chaque utilisateur pour la création des mots de passe.

Une fois le document réceptionné, le candidat s'engage à transmettre aux utilisateurs par courriel les codes d'accès nominatifs sous 5 jours ouvrés. Des codes d'accès temporaires seront transmis sous 48 heures à compter de la notification du marché.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 6 sur 19

À tout moment, l'AP-HP a la possibilité de demander la modification d'un accès nominatif en cas de changement d'utilisateur par exemple.

En ce qui concerne les demandes d'accès ou de modifications (changements d'identifiants...) des codes servis, elles seront adressées au Titulaire et un accusé de réception systématique est adressé à l'émetteur.

Les modalités d'accès sont décrites à l'article 8.3 du présent document.

## **7.2 Formation**

Le Titulaire met à disposition un service de formation.

Ces formations ont pour objectif d'aider les utilisateurs dans leur maîtrise des fonctionnalités de la base / module(s) mis à disposition.

Ces formations ont lieu à la demande de la Direction des Affaires Juridiques et au minimum une fois par an.

Avant la première session de formation et à la demande du référent AP-HP, le Titulaire communique un document décrivant le programme des formations au référent.

Le planning de formation est validé en collaboration avec la DAJ en fonction du type de formation souhaité par les utilisateurs et également en fonction du planning des formateurs.

Différents modes de formation sont accessibles :

- En présentiel :
  - o A l'AP-HP (durée 2h00 et 15 personnes maximum) ;
  - o Au Siège du Titulaire (durée de 2h30 et entre 8 et 15 personnes) ;
- En distanciel :
  - o Par téléphone / visioconférence (durée 45 minutes) ;
  - o Par vidéos de formations interactives.

Les programmes et les modalités de la formation sont développées dans l'offre du candidat et doivent être respectées lors de l'exécution du marché.

## **7.3 Service client – Assistance technique**

Le Titulaire met à disposition un service client / assistance technique que les utilisateurs peuvent contacter pour soumettre toute problématique rencontrée lors de l'utilisation de l'outil.

Le personnel intervenant dans ces services doit faire preuve de diligence dans le traitement des demandes de l'AP-HP relatives au suivi de l'exécution du présent marché.

Le périmètre d'intervention de ce service client et assistance technique est décrit dans l'offre du candidat tout comme les interlocuteurs.

## **7.4 Délais – Réclamations et suivi**

Le candidat s'engage à répondre sous 5 jours ouvrés à toute question de portée générale ou administrative.

## **7.5 Hébergeur des données**

Les outils mis à disposition doivent être faire l'objet d'un hébergement exclusivement situé en Europe, et de

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 7 sur 19

préférence en France, sans transfert de données.

## **8. Modalités d'exécution**

### **8.1 Suivi des prestations et interlocuteurs**

Dans les 7 jours qui suivent la notification du marché, la Direction des Affaires Juridiques (DAJ) désigne un ou deux interlocuteurs du Titulaire. Ces personnes sont chargées du suivi de l'exécution des prestations. Elle est notamment chargée de répondre à toute interrogation du prestataire d'ordre technique ou organisationnel et a pour mission de transmettre à la Direction ACHAT toutes les questions d'ordre administratif ou juridique

Dans l'hypothèse d'un remplacement d'une des personnes désignées précédemment, le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire de cet événement sans délai et de lui transmettre le cas échéant de nouvelles coordonnées de contact.

Dans les 7 jours suivant la notification du marché, le Titulaire désigne un interlocuteur unique qui sera chargé de répondre aux demandes de la DAJ, demandes qui ne rentrent pas dans le périmètre du service client / assistance technique précité.

Dans l'hypothèse d'un remplacement de cette personne désignée, le Titulaire informe la DAJ de cet événement sans délai et de lui transmettre le cas échéant de nouvelles coordonnées de contact.

### **8.2 Conditions d'accès au service**

Le pouvoir adjudicateur accède au service susvisé 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 sauf cas de force majeure, interventions de maintenance, pannes éventuelles et événements hors du contrôle du Titulaire ou de son hébergeur.

En cas d'incidents de cette nature, le Titulaire en informe l'interlocuteur de la DAJ sans délai.

### **8.3 Concession d'utilisation**

*Droit d'utilisation (en liant avec l'article 6 du présent CCP)*

Le pouvoir adjudicateur acquiert un droit d'utilisation pour le périmètre défini à l'article 7.1.

L'AP-HP s'engage à ne pas reconstituer les contenus du service en ligne. L'utilisation qui en est faite est exclusivement destinée à l'usage interne de l'établissement public.

Les documents issus de la plateforme/du service en ligne peuvent être imprimés, téléchargés ou envoyés par lien par les utilisateurs de l'AP-HP. L'AP-HP s'engage à ce que les produits téléchargés soient accessibles qu'au personnel de l'AP-HP et n'ont pas vocation à figurer sur un site Internet.

L'AP-HP s'interdit de céder le présent marché. Elle s'interdit en outre de transmettre de quelque manière que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, le droit d'utilisation objet du présent marché et de permettre l'accès au service en ligne, même gratuitement, à toute personne n'intégrant pas le périmètre du marché (soit hors AP-HP).

Dans le cadre du marché, l'AP-HP reconnaît que l'ensemble des fonds documentaires, textes, ouvrages et illustrations mis en ligne par le Titulaire sont ou pourraient être protégés par le droit d'auteur et par le droit des bases de données, conformément au Code de la propriété intellectuelle directement ou sous licence d'un tiers.

La souscription à toute forme d'accès au service susvisé du Titulaire confère à l'AP-HP une licence d'usage, à caractère non exclusif et non transmissible à des tiers.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 8 sur 19



L'AP-HP s'interdit tout usage aux services susvisés à des fins autres que purement documentaires, de même qu'elle s'interdit de publier, diffuser ou vendre, de quelque manière que ce soit, les contenus auxquels il accède et plus généralement de porter atteinte, directement, indirectement ou par l'intermédiaire de tiers, préposés ou collaborateurs, de quelque façon que ce soit, aux droits du Titulaire.

La souscription à toute forme d'accès aux services susmentionnés n'entraîne aucun transfert de droit de propriété de quelque sorte que ce soit au profit de l'AP-HP.

L'AP-HP s'interdit en outre de porter atteinte de quelque façon que ce soit aux droits de reproduction, représentation et autres détenus par le Titulaire, y compris par application des articles L.342-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle relatifs aux bases de données. L'AP-HP ne peut, en aucun cas, reproduire ou représenter dans leur intégralité les données contenues dans les fonds documentaires. Elle s'interdit également de procéder à toute reproduction, extraction ou réutilisation qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de la base de données, ainsi qu'à l'extraction ou à la réutilisation répétée et systématique de parties qualitativement ou quantitativement non substantielles du contenu de la base de données.

Le cas échéant, l'AP-HP s'engage à ce que toute autre utilisation non prévue par le Code de la propriété intellectuelle soit soumise à l'autorisation préalable et écrite du Titulaire.

Les obligations stipulées aux présentes sont applicables pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle du Titulaire et pour tout pays, y compris après la résiliation du marché.

L'AP-HP reconnaît le droit du Titulaire de modifier à tout moment tout ou partie d'un produit ou du service susvisé, ainsi que le cas échéant sa présentation ou son support et d'interrompre la mise à jour d'un produit ou d'un service qui ne répondrait plus aux objectifs d'actualité éditoriale ou pour toute autre raison. L'AP-HP ne peut demander une indemnisation sur ce fondement.

#### Connexion

Le mode de connexion est celui de l'accès à partir d'identifiants et de mots de passe. Cet accès donne à chaque utilisateur l'accès aux mêmes prestations et ce, que l'accès soit externe ou interne.

Pour chaque accès, les identifiants sont personnels, confidentiels et intransmissibles. Ils sont exclusivement réservés à l'usage des utilisateurs nommément désignés. Ils ne peuvent, de quelque manière que ce soit, être communiqués à des tiers ou réutilisés, au sein de l'administration ou non, par une personne autre que l'utilisateur désigné.

L'AP-HP notifie dans les meilleurs délais au Titulaire tout départ ou changement d'utilisateur, afin de faire procéder à l'annulation ou au remplacement des identifiants.

De même, l'AP-HP tient informé le Titulaire du marché de toute perte ou vol d'identifiant, afin d'en permettre l'annulation. Le Titulaire s'engage quant à lui à informer le pouvoir adjudicateur de toute création de compte d'utilisateur.

Les protocoles de communication utilisés sont ceux en usage sur l'Internet.

L'AP-HP s'engage à s'assurer de la compatibilité de son environnement technique avec celui de la plateforme en ligne.

#### Responsabilité

L'AP-HP reconnaît que les garanties que le Titulaire peut être amené à accorder sur son produit en ligne ne s'étendent en aucun cas à l'environnement dans lequel il évolue et notamment aux produits d'autres sociétés tels qu'un système d'exploitation ou un traitement de texte.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 9 sur 19

Les modalités de la garantie contractuelle stipulée aux CCAG-FCS à l'article 33 ne sont pas applicables au présent marché.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens permettant à l'AP-HP un accès fiable et rapide au service en ligne.

L'AP-HP déclare avoir accepté les coûts ainsi que les limites propres à toute connexion au réseau internet.

L'AP-HP reconnaît que la responsabilité du Titulaire ne peut être mise en cause, tant vis-à-vis des tiers que de l'AP-HP, pour les conséquences de l'utilisation des résultats des recherches par l'AP-HP ou d'omissions à la suite d'une recherche infructueuse, défectueuse, partielle ou erronée, ou de la mauvaise utilisation des réponses et textes consultés.

En conséquence, le Titulaire ne pourra être tenu, du fait d'une obligation expresse ou tacite, comme civilement responsable envers l'AP-HP ou des tiers de quelconque dommage direct ou indirect découlant de l'utilisation des informations, et notamment consécutif à une information inexacte ou incomplète, une erreur d'indexation, un retard ou une absence de mise en ligne.

Le Titulaire ne pourra être tenu responsable d'un quelconque dommage, de quelque nature que ce soit, notamment perte d'exploitation, perte de données ou toute autre perte financière résultant de l'utilisation ou de l'impossibilité d'utiliser les produits et services visés aux présentes. En outre, aucune assistance procurée par le Titulaire dans l'utilisation des produits et services ne peut créer de garantie supplémentaire par rapport aux présentes conditions.

L'AP-HP reconnaît que la responsabilité du Titulaire est limitée, tous dommages confondus, à un montant perçu équivalent à la valeur annuelle maximum que la prestation représenterait à la date de survenance du dommage.

L'AP-HP est seule responsable de la consultation, du choix, de l'utilisation et de l'interprétation de la documentation fournie par le Titulaire, ainsi que des actes et conseils qu'il en déduit dans le cadre de sa pratique professionnelle.

#### Assistance à l'utilisation de la base

Le Titulaire s'engage à fournir un service d'assistance de qualité à l'utilisation du service en ligne susvisé.

## **9. Contrôle – suivi du marché**

### **9.1 Contrôle**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, le bon déroulement et la bonne exécution des prestations du Titulaire.

### **9.2 Suivi du marché**

La vérification quantitative / qualitative des prestations opérée par l'AP-HP tient compte de la nature immatérielle des prestations.

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 10 sur 19

amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## **10. Modification du marché public**

### **10.1 Clause de réexamen**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ;
- En cas d'évolution substantielle du nombre de juristes.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

### **10.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire**

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT  
Madame la Directrice  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

### **10.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 11 sur 19

## 11. Obligations du prestataire

### 11.1 Données statistiques

Le Titulaire est tenu de restituer des statistiques annuelles de consommation en ce qui concerne l'utilisation du service en ligne. Ces statistiques sont transmises au pouvoir adjudicateur avant la fin du mois de novembre sur demande expresse adressée au Titulaire.

Les statistiques minimales requises sont :

- Nom du Titulaire ;
- N° de marché ;
- Le nombre mensuel de connexions au service et le temps de connexion total en heures ;
- Le nombre de documents consultés chaque mois avec présentation de la consommation détaillée par matière et nature de produit ;
- Le nombre mensuel de recherches effectuées avec présentation de la typologie des documents et fonds consultés.

Les statistiques doivent être transmises aux adresses suivantes :

<b>Direction des Affaires Juridiques</b> <b>55, boulevard Diderot</b> <b>CS22305</b> <b>75610 Paris 12</b> <i>(Les destinataires seront communiqués au Titulaire en début de marché)</i>	<b>ACHAT</b> <b>Service SMMPS</b> <b>CHU Bicêtre</b> <b>78, Rue du Général Leclerc</b> <b>94270 Le Kremlin-Bicêtre</b> <a href="mailto:secretariat.prestations.aca@aphp.fr">secretariat.prestations.aca@aphp.fr</a>
--	--

Ces données statistiques sont fournies dans un ou plusieurs tableurs de format EXCEL réexploitable.

En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du présent document.

### 11.2 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

### 11.3 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire) et sous quelque forme (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique) que ce soit auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur et qui aurait été identifié comme restituable.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 12 sur 19

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au Titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'AP-HP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage, le cas échéant :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute donnée, toute information, toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 13 sur 19

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

En complément de ces éléments et de l'article 5.2 du CCAG, les informations recueillies dans le cadre du présent marché font l'objet d'un traitement en liant direct et exclusif avec l'objet du marché et sa bonne exécution.

Il est précisé que le Titulaire traite et le cas échéant peut partager les données personnelles traitées uniquement pour la bonne exécution du marché. Toute communication des données personnelles des utilisateurs de l'AP-HP à des tiers en dehors de la stricte exécution du marché est prohibée. Ainsi, le Titulaire s'engage à ne transmettre les Données Personnelles des collaborateurs des Bénéficiaires à aucun de ses partenaires commerciaux.

Par ailleurs, le Titulaire renonce à prospector commercialement l'AP-HP par le biais des données personnelles traitées.

Les types d'informations recueillies sont : les coordonnées personnelles, les informations d'identification du compte, tout commentaire ou information soumis et les coordonnées professionnelles. Les destinataires des données sont le personnel habilité à la bonne exécution du marché, dans le respect de la réglementation française.

Le Titulaire applique les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer un niveau de sécurité approprié et suffisant face au risque du traitement de données personnelles. Le but de ces mesures est d'assurer l'intégrité, la confidentialité et l'accessibilité des données personnelles. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à respecter le Règlement européen relative à la protection des données personnelles en cas de violation de données à caractère personnel.

Sur demande, le Titulaire fournit à l'AP-HP des données et analyses concernant l'utilisation des documents et des services en ligne par les utilisateurs (ci-après nommés les « Analyses »). Ces Analyses identifieront les différents utilisateurs et détailleront leurs activités (documents et contenu auxquels utilisateurs auront accédé, auront imprimés, envoyés par e-mail, téléchargés et recherchés). Les données sont conservées pendant le délai strictement nécessaire à l'accomplissement des finalités susvisées. Le Titulaire fournira les Analyses à l'AP-HP qui s'engage ne les utilise en aucun cas à des fins autres que le soutien des processus décisionnels internes, le contrôle de l'utilisation des documents et des services en ligne, les activités que l'AP-HP mène avec le Titulaire en matière d'adoption de produits ainsi que l'évaluation des niveaux d'utilisation et que les données des Analyses ne soient pas communiquées à des tiers sans avoir obtenu l'accord écrit préalable du Titulaire. Le Titulaire s'engage également en ce sens envers l'AP-HP.

L'AP-HP assume la responsabilité exclusive de la transmission et de l'obtention de tous consentements et autorisations nécessaires de la part des utilisateurs au regard de toutes les utilisations des Analyses et de l'accès aux Services fournis par le Titulaire.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, toute personne dispose des droits (i) d'accès, (ii) de rectification, (iii) d'effacement, (iv) de limitation, (v) de portabilité des données et (vi) d'opposition au traitement peut d'adresser au titulaire à une adresse mail qui sera communiqué à la notification du marché, sous réserve le cas échéant de la justification de l'identité de la personne conformément aux articles de la section 3 « *Rectification et effacement* » du chapitre III – Droits de la personne concernée du RGPD.

Concernant la conservation des données à caractère personnel prévues au présent marché, le Titulaire les conserve aussi longtemps que nécessaire pour fournir le service attendu, ou à d'autres fins essentielles et dans le respect de leur protection. A l'issue, ces dernières seront détruites par le prestataire.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 14 sur 19

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire et sans mise en demeure, en cas de violation du secret professionnel, de la confidentialité liée à l'étude et du non-respect des autres dispositions précitées.

#### **11.4 Respect des dispositions du RGPD**

Le Titulaire doit respecter les dispositions relatives au RGPD. Ces dernières sont décrites dans l'annexe RGPD annexée au marché.

En cours d'exécution du marché, cette annexe pourra, le cas échéant, être modifiée. Le Titulaire ne peut modifier ce document sans accord préalable et express de la DAJ.

#### **11.5 Vente à des tiers**

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

### **12. Facturation – Paiement**

#### **12.1 Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées HT ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 15 sur 19

- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

#### **Escompte :**

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'APHP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

### **12.2 Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

Le paiement s'effectue annuellement, après réception de la facture correspondant au coût annuel de l'utilisation de la base de données. Le coût annuel sera facturé en fonction de la tranche correspondant au nombre moyen de codes utilisés sur une année donnée.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

### **12.3 Avances**

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le Titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le Titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

## **13. Assurances**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 16 sur 19



d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## 14. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## 15. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 16. Pénalités – Résiliation

### 16.1 Pénalités

Les pénalités applicables dans le cadre de ce marché sont :

#### ➤ **Pénalité pour indisponibilité de la base de données**

L'indisponibilité est caractérisée dès lors que la DAJ n'a pas accès à la base de données pendant une journée (24h). Les pénalités seront appliquées ce délai dépassé.

Le Titulaire doit informer la DAJ du temps estimé de cette indisponibilité mais également du temps nécessaire estimé pour la remise en état de marché de la plateforme.

L'indisponibilité cesse lorsque la plateforme est de nouveau accessible par la DAJ selon le besoin décrit dans le présent CCP.

La pénalité est caractérisée par un montant forfaitaire de 250 euros par jour ouvré d'indisponibilité. Cette pénalité est imputée au Titulaire, sous forme d'un titre de recette.

#### ➤ **Pénalité pour absence de transmission des statistiques**

Dans le cas où le Titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de 30 euros par jour de retard à compter du 45ème jour suivant la fin du mois de novembre.

#### ➤ **Pénalité pour absence de transmission des certificats**

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

### 16.2 Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

L'un des motifs engendrant la transmission d'une mise en demeure est l'indisponibilité prolongée (au-delà de 30 jours ouvrés) de la base de données. Cette résiliation pourra intervenir en complément de l'application des pénalités prévues à l'article 16.1.

Est considéré comme un manquement particulièrement important le non-respect des dispositions relatives à la protection des données personnelles. Dans ce cas, le marché sera résilié et ce sans indemnités pour le

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 17 sur 19

Titulaire.

Le marché sera également résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## 17. Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

## 18. Dérogations

L'article 2.3 du présent CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS concernant la date de début de la durée d'exécution du marché.

Les articles 6 et 8.3 (partie « droit d'utilisation ») du présent cahier des clauses particulières déroge à l'article 31 du CCAG-FCS relatif au transfert de propriété et au chapitre 6 du CCAG-FCS relatif à la propriété intellectuelle.

L'article 8.3.3 (partie « responsabilité ») déroge à l'article 8 du CCAG-FCS relatif à la réparation des dommages.

L'article 12.2 du présent cahier des clauses particulières déroge à l'article 11.5.1 du CCAG-FCS relatif aux périodes de la remise d'une demande de paiement.

L'article 13 du présent CCAP déroge à l'article 9.2 sur le délai de communication des justifications de contrat d'assurance par le biais d'une communication d'une attestation établissant l'étendue de sa responsabilité garantie.

L'article 16.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FSC pour le régime des pénalités.

L'article 16.2 du présent CCAP dérogent à l'article 41.1 C du CCAG-FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 16.2 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG FCS sur le nombre de mise en demeure envoyée avant le prononcé de la résiliation.

L'article 28 et 45 du CCAG-FCS ne s'appliquent pas au présent marché.

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 18 sur 19

## Annexe 1 : Cadre de réponse technique

L'annexe est présente dans le DCE

AP-HP	Consultation n°26.050	ACHAT
CCP.10	Dernière mise à jour du :20/11/25	Page 19 sur 19